



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/C.5/43/50
25 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
CINQUIEME COMMISSION
Points 114 et 36 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Incidences sur le budget-programme des projets de résolution
A/43/L.30, A/43/L.32, A/43/L.33, A/43/L.34, A/43/L.35,
A/43/L.36, A/43/L.37 et A/43/L.41

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153
du règlement intérieur de l'Assemblée générale

INTRODUCTION

1. Le Comité spécial contre l'apartheid a été créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1761 (XVII) du 6 novembre 1962. Son mandat a été par la suite renouvelé par diverses résolutions de l'Assemblée générale, dont la plus récente est la résolution 42/23 du 20 novembre 1987. Par sa résolution 41/35 F du 10 novembre 1986, l'Assemblée a créé le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. Dans sa résolution 40/64 G du 10 décembre 1985, elle avait adopté la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, dont l'article 11 prévoyait entre autres la création d'une commission contre l'apartheid dans les sports qui examinerait les rapports des Etats parties sur les mesures prises pour donner effet aux dispositions de la Convention et qui ferait ensuite des suggestions et recommandations à l'Assemblée générale. Ces deux résolutions portent autorisation des activités proposées dans les projets de résolution A/43/L.30, A/43/L.32, A/43/L.33, A/43/L.34, A/43/L.35, A/43/L.36, A/43/L.37 et A/43/L.41.

2. Les activités proposées dans les projets de résolution relèveraient du sous-programme 4 (Application plus complète des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid) du programme 1 (Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité) du chapitre premier du plan à moyen terme pour la période 1984-1989, tel qu'il a été proposé de le réviser 1/. En outre, les

activités d'information intéressant le programme recommandé dans les projets de résolution susmentionnés relèveraient du chapitre 9 du plan à moyen terme (Information) tel qu'il a été proposé de le réviser 2/ et tel qu'il a été modifié par le Comité du programme et de la coordination (CPC) 3/, compte tenu des objectifs définis dans la recommandation 37 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies 4/.

3. On se souviendra qu'en application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 comprend pour la première fois un crédit correspondant au coût estimatif total du programme de travail du Comité spécial et des autres organes menant des activités contre l'apartheid, compte tenu du caractère "durable" de ces travaux. Comme il est indiqué dans l'introduction au projet de budget-programme 5/, les prévisions de dépenses correspondantes pour l'ensemble de l'exercice biennal ont été établies en fonction du programme de travail approuvé par l'Assemblée générale pour 1987. En outre, les ressources prévues dans le budget-programme tiennent compte du taux effectif d'exécution de ce programme de travail au cours des trois exercices biennaux précédents.

4. C'est sur cette base que les activités considérées ont été prévues à la section 3 du chapitre 3A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. Les ressources prévues à ce titre pour l'exercice se chiffrent à 2 213 000 dollars. En outre, les services fonctionnels nécessaires pour le Comité spécial et les autres organes menant des activités contre l'apartheid ainsi que les autres activités intéressant le programme sont prévus dans le cadre des éléments de programme 1.1 à 1.3 du sous-programme 4 (Application plus complète des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid) du chapitre 3D du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 6/. Un crédit de 3 984 000 dollars a été inscrit au même chapitre pour les activités du Centre contre l'apartheid dans le cadre des prévisions révisées présentées au titre du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 7/. Enfin, les activités d'information intéressant le programme ont été reprogrammées dans le cadre des éléments au programme 1.1, 1.4 et 1.5 du sous-programme 1 (Services de promotion) et dans le cadre de divers éléments de programme du sous-programme 2 (Services d'information) du chapitre 27 dans le contexte des prévisions révisées présentées au titre du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 8/, puis modifiées encore compte tenu des recommandations formulées par le CPC à sa vingt-huitième session 9/.

I. ACTIVITES PROPOSEES DANS LES PROJETS DE RESOLUTION

5. Les activités proposées dans les projets de résolution sont présentées ci-après dans le contexte des programmes qui sont décrits plus en détail dans les divers chapitres du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. On trouvera à l'annexe I du présent état une analyse comparée des programmes de travail du Comité spécial et des autres organes menant des activités contre l'apartheid approuvés pour 1988 et prévus pour 1989.

/...

A. Solidarité internationale avec la lutte de libération
en Afrique du Sud (A/43/L.30)

6. Aux termes du paragraphe 10 du projet de résolution, l'Assemblée générale "[déciderait] de continuer d'inscrire au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies les crédits voulus pour permettre aux mouvements de libération sud-africains reconnus par l'Organisation de l'unité africaine, à savoir l'African National Congress d'Afrique du Sud et le Pan Africanist Congress of Azania, d'avoir à New York des bureaux qui leur permettent de participer effectivement aux délibérations du Comité spécial contre l'apartheid et des autres organes appropriés".

7. Les crédits nécessaires à ce titre ont été ouverts, avec arguments à l'appui, au paragraphe 3.26 de la section 3 du chapitre 3A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 10/.

B. Sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste
d'Afrique du Sud (A/43/L.32)

8. Aux termes du paragraphe 2 du projet de résolution, l'Assemblée générale "[encouragerait] les Etats qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, et [lancerait] un appel à tous les Etats pour qu'ils appuient les travaux de la Commission contre l'apartheid dans les sports".

9. On se souviendra que la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/64 G, contient les articles ci-après :

"Article 11

1. Il sera créé une Commission contre l'apartheid dans les sports (ci-après dénommée 'la Commission') composée de quinze membres de haute moralité et acquis à la lutte contre l'apartheid - l'expérience de l'administration des sports faisant à cet égard l'objet d'une attention particulière - qui seront élus par les Etats parties parmi leurs ressortissants, compte tenu de la nécessité d'assurer la répartition géographique la plus équitable et la représentation des principaux systèmes juridiques.

...

Article 12

...

2. La Commission présentera à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un rapport annuel sur ses activités et pourra faire des suggestions et des recommandations générales, sur la base de l'examen des rapports et

renseignements reçus des Etats parties. Ces suggestions et recommandations, accompagnées des observations éventuelles des Etats parties intéressés, seront portées à la connaissance de l'Assemblée générale.

...

Article 14

1. La Commission se réunira une fois par an au moins.

...

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assurera le secrétariat de la Commission.

4. La Commission tiendra normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies."

10. La Convention internationale contre l'apartheid dans les sports est entrée en vigueur le 3 avril 1988. Ses dispositions dont l'application entraînera des dépenses concernent les réunions des Etats parties à la Convention et les activités de la Commission contre l'apartheid dans les sports prévues aux articles 11 et 14 de la Convention.

11. Les activités résultant de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sont décrites dans les paragraphes 3.18 à 3.20 de la section 3 du chapitre 3A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 et les services d'appui connexes qui relèvent de l'élément de programme 1.1 du sous-programme 4 du chapitre 3D. Les dépenses correspondantes ont été prises en compte dans le montant des ressources prévues à la section 3 du chapitre 3A et au chapitre 3D 11/.

12. Les réunions de la Commission nécessiteraient également des services de conférence à fournir par le Secrétariat. On suppose qu'en 1989 la Commission s'acquitterait régulièrement de son mandat conformément à la Convention internationale. Elle tiendrait une session de sept jours. L'interprétation pour la session serait assurée dans les six langues officielles et la documentation à établir après la session serait traduite dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies. Calculées sur la base du coût intégral, les ressources nécessaires pour les services de conférence sont estimées à 66 100 dollars. Pour plus de détails, voir l'annexe II.

C. Imposition, coordination et contrôle strict des mesures prises contre l'Afrique du Sud raciste (A/43/L.33)

13. Aux termes du paragraphe 3 du projet de résolution, l'Assemblée générale "[prierait] le Secrétaire général de lui faire rapport, à sa quarante-quatrième session, sur les nouvelles mesures législatives et/ou comparables adoptées et mises en oeuvre par les Etats contre l'Afrique du Sud, en particulier dans des domaines dans lesquels l'économie sud-africaine est tributaire du monde extérieur".

14. Les activités requises pour donner suite à la demande susmentionnée ont été mentionnées dans le rapport annuel du Comité spécial à l'Assemblée générale 12/. Elles s'inscrivent dans le programme de travail décrit aux paragraphes 3.95 et 3.96 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. Les dépenses correspondantes ont été prises en compte dans le montant des ressources qui ont été approuvées et qu'il a été proposé de réviser dans les prévisions révisées présentées au titre du chapitre 3 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 13/.

D. Relations entre l'Afrique du Sud et Israël (A/43/L.34)

15. Aux termes du paragraphe 2 du projet de résolution, l'Assemblée générale "[prierait] le Comité spécial contre l'apartheid de continuer à suivre et de garder constamment à l'étude l'évolution des relations entre l'Afrique du Sud et Israël, notamment l'application des mesures adoptées par Israël, et d'en rendre compte à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité selon qu'il [conviendrait]".

16. Les activités requises pour donner suite à ces demandes ont été mentionnées par le Comité spécial au paragraphe 194 de son rapport annuel à l'Assemblée générale et au paragraphe 18 de l'annexe I dudit rapport 12/.

17. Les activités visées dans les paragraphes 15 et 16 ci-dessus font partie du programme de travail décrit dans les paragraphes 3.15 à 3.17 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. Les dépenses correspondantes ont été prises en compte dans le montant des ressources qui ont été approuvées à la section 3 du chapitre 3A et qu'il a été proposé de réviser dans les prévisions révisées au titre du chapitre 3D du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 13/.

E. Programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid (A/43/L.35)

18. Aux termes des paragraphes 2 et 3 du projet de résolution, l'Assemblée générale "[prendrait acte] du rapport du Comité spécial contre l'apartheid et [ferait] siennes les recommandations formulées au paragraphe 194 en ce qui concerne le programme de travail du Comité (par. 20) et [déciderait] d'ouvrir au profit du Comité spécial, pour 1989, un crédit spécial de 400 000 dollars, imputé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour financer les projets spéciaux dont le Comité [déciderait]" (par. 3).

19. Les activités proposées ont été prévues aux chapitres suivants du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 :

a) Chapitre 3A, section 3;

b) Chapitre 3D, sous-programme 4 (Application plus complète des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid), éléments de programme 1.1 et 1.2;

c) Chapitre 27, sous-programme 1 (Services de promotion), éléments de programme 1.1 et 1.4; sous-programme 2 (Services d'information).

/...

Les ressources correspondantes ont été prises en compte dans le montant des ressources prévues aux chapitres 3 et 27 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 et dans les chapitres correspondants des prévisions révisées 14/. Les activités proposées ainsi que leur coût, avec indication des activités correspondantes approuvées pour l'année 1988, sont présentés de façon plus détaillée à l'annexe I.

F. Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe (A/43/L.36)

20. Aux termes des paragraphes 1 et 2 du projet de résolution, l'Assemblée générale "[déciderait] de tenir, avant sa quarante-quatrième session, une session extraordinaire consacrée à l'apartheid et à ses conséquences destructrices en Afrique australe à une date qui [serait] déterminée par le Secrétaire général en consultation avec le Comité spécial contre l'apartheid (par. 1) et [demanderait] au Secrétaire général de prendre les dispositions administratives nécessaires pour l'organisation de cette session extraordinaire" (par. 2).

21. On suppose que la session durerait cinq jours ouvrables, que l'Assemblée tiendrait 10 séances plénières et le Comité plénier cinq séances. Le Département de l'information assurerait la publicité voulue aux travaux de la session. Il produirait notamment des pochettes d'information dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, qui seraient distribuées avant la session aux organisations gouvernementales et non gouvernementales, à la presse et au grand public. En outre, le Département de l'information organiserait à l'occasion de la session une table ronde de rédacteurs en chef à l'intention de 10 journalistes représentatifs des diverses régions du monde et assurerait des reportages écrits, radiodiffusés et télévisés détaillés des travaux de la session. Les services de conférence nécessaires pour la session seraient assurés dans toutes les langues officielles; des comptes rendus sténographiques seraient établis pour toutes les séances plénières et des comptes rendus analytiques pour toutes les séances du Comité plénier.

22. En ce qui concerne les frais de voyage des représentants des Etats Membres participant à la session, il convient de noter que, conformément à la résolution 1798 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1962, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement par les résolutions 2245 (XXI) du 20 décembre 1966 et 2489 (XXIII) et 2491 (XXIII) du 21 décembre 1968, l'Organisation a pris en charge les frais de voyage d'un maximum de cinq représentants ou représentants suppléants par Etat Membre participant à une session ordinaire de l'Assemblée générale et d'un représentant ou représentant suppléant participant à une session extraordinaire ou session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale. Par sa résolution 41/213, l'Assemblée générale a décidé que les recommandations dont avait convenu le Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau 4/ devraient être appliquées. Conformément à la recommandation 6, le paiement des frais de voyage est donc maintenant limité aux représentants des Etats Membres qui appartiennent au Groupe des pays les moins avancés (à l'heure actuelle 40 pays).

23. Dans la mesure où la session extraordinaire commencerait une semaine avant la quarante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale, il est proposé que le paiement des frais de voyage, aux fins de la participation à la session extraordinaire, d'un représentant ou représentant suppléant de chacun des 40 pays les moins avancés soit considéré comme étant inclus dans le droit au remboursement des frais de voyage de ces mêmes Etats Membres au titre de leur participation à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale. Aucun crédit additionnel ne devrait donc être demandé au chapitre premier du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 au titre des frais de voyage des représentants à l'Assemblée générale.

24. Compte tenu des informations qui sont présentées aux paragraphes 21 à 23 ci-dessus, le coût estimatif de la session extraordinaire de l'Assemblée générale s'établirait comme suit :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 27. Département de l'information	35 000
Chapitre 29. Services de conférence (coût intégral)	457 200

Les ressources nécessaires pour les services de conférence sont présentées de façon plus détaillée à l'annexe III.

G. Diffusion d'informations contre la politique d'apartheid menée par le régime raciste d'Afrique du Sud (A/43/L.37)

25. Aux termes des paragraphes 1 et 4 du projet de résolution, l'Assemblée générale demanderait instamment au Secrétaire général :

"a) D'intensifier, d'accroître et d'étendre ces émissions radiophoniques ainsi que la production de documents audio-visuels, et de maintenir les traits et les caractéristiques linguistiques uniques de ces programmes;

b) De fournir toute l'assistance technique et financière nécessaire aux stations de radiodiffusion des Etats Membres qui émettent en direction de l'Afrique du Sud ou sont disposés à le faire, afin de permettre à leurs émissions d'être captées en Afrique du Sud;

c) D'assurer régulièrement le suivi et l'évaluation de l'impact de ces programmes;

d) De conserver, voire d'accroître proportionnellement les effectifs s'occupant de ces programmes conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 42/220 du 21 décembre 1987;

e) De renforcer et d'améliorer ces programmes en recrutant, aux échelons supérieurs du Secrétariat et parmi les décideurs et superviseurs de rang élevé du personnel originaire de la région qui pourra facilement comprendre, interpréter et réagir aux événements survenant dans la région;

/...

f) De maintenir ces programmes radiophoniques comme une entité spécifique afin d'en améliorer l'efficacité" (par. 1); et prierait "le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, sur l'application de la présente résolution" (par. 4).

26. Ce projet de résolution porte essentiellement sur les programmes radiophoniques et la fourniture d'une assistance technique et financière aux stations radiophoniques des Etats Membres qui diffusent ou sont disposées à diffuser des programmes vers l'Afrique du Sud.

27. Un état des incidences sur les programmes et des incidences administratives et financières du projet de résolution A/43/L.37 est en cours de préparation et sera présenté à l'Assemblée générale en tant que document distinct.

H. Embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud (A/43/L.41)

28. Aux termes des paragraphes 4, 5 et 7 du projet de résolution, l'Assemblée générale [déciderait] "que le Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud organisera en avril 1989, en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid, une série d'auditions sur le renforcement de l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud" (par. 4).

[prierait] "le Groupe intergouvernemental de lui présenter, à sa quarante-quatrième session, un rapport sur l'application de la présente résolution, accompagné de propositions visant à renforcer le mécanisme de surveillance de la fourniture et de la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud" (par. 5) et [prierait] "le Secrétaire général d'accorder au Groupe intergouvernemental toute l'assistance qui lui sera nécessaire pour appliquer la présente résolution" (par. 7).

29. Les activités du Groupe intergouvernemental sont prévues dans les paragraphes 3.21 et 3.22 de la section 3 du chapitre 3A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, et les services d'appui correspondants relèvent de l'élément de programme 1.1 du sous-programme 4 du chapitre 3D 15/.

30. On trouvera des renseignements complémentaires sur les activités du Groupe intergouvernemental pour 1988 dans le rapport que ce groupe a soumis à l'Assemblée générale à sa présente session 16/. D'après ces informations, on prévoit que, pour que le Groupe intergouvernemental puisse s'acquitter de son mandat, il faudra renforcer sa capacité de surveillance en faisant appel aux innovations techniques. On pense que le Groupe intergouvernemental aura besoin de matériel de traitement de l'information et des logiciels correspondants, ainsi que de fonds pour pouvoir avoir accès à des sources de données extérieures. Les dépenses à prévoir à ce titre s'élèveraient à 14 000 dollars pour 1989. En outre, il faudrait faire appel à des services de consultant pendant un mois et demi pour l'analyse de données et d'autres informations concernant l'embargo pétrolier. Le coût de ces services est évalué à 6 000 dollars.

31. En ce qui concerne les auditions mentionnées au paragraphe 4 du projet de résolution, on pense qu'elles se tiendraient au Siège et dureraient de deux à trois jours. Les participants (dont le nombre serait limité à 30 personnes) viendraient de différentes régions du monde. Les dépenses à prévoir pour leurs frais de voyage et leur indemnité journalière de subsistance sont évaluées à 75 000 dollars. Il faudrait en outre prévoir un crédit de 6 000 dollars au titre des services de consultant qui seront requis pendant un mois et demi pour établir les documents de base et les autres documents nécessaires pour les auditions. Le Département de l'information se chargerait de donner aux auditions le retentissement voulu. Les frais de voyage des participants seraient couverts pour moitié au moyen d'une subvention octroyée dans le cadre du crédit spécial destiné à des projets particuliers du Comité spécial contre l'apartheid, ainsi qu'il est mentionné au paragraphe 18 ci-dessus.

32. Il est entendu d'autre part que, si l'on décidait par la suite de tenir les auditions ailleurs qu'à New York, toutes les dépenses supplémentaires qui résulteraient directement ou indirectement de cette décision seraient à la charge du pays dans lequel se tiendraient les auditions, conformément aux dispositions de la résolution 40/243.

33. Les activités du Groupe intergouvernemental en 1989 nécessiteraient également des services de conférence. Les dépenses à prévoir à ce titre pour les quatre réunions que le Groupe tiendrait en 1989 sont évaluées, sur la base du coût intégral, à 51 000 dollars. On en trouvera la ventilation à l'annexe IV. Toutefois, si l'on part de l'hypothèse que les réunions seraient planifiées en consultation avec le Secrétariat, les services de conférence nécessaires pourraient être financés au moyen des ressources permanentes prévues pour le Département des services de conférence au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

34. Il faudrait également prévoir des services de conférence pour les auditions sur le renforcement de l'embargo pétrolier visées aux paragraphes 31 et 32 ci-dessus. L'interprétation serait assurée dans les six langues officielles de l'Organisation et la documentation à établir avant et après la session serait traduite dans les six langues officielles de l'Organisation. Les dépenses à prévoir à ce titre, calculées sur la base du coût intégral, sont évaluées à 82 200 dollars. On en trouvera la ventilation à l'annexe V.

II. CONCLUSIONS

35. Compte tenu des informations figurant dans les paragraphes 6 à 34 ci-dessus, les dépenses correspondant aux activités prévues pour 1989 dans les projets de résolution susmentionnés (calculées sur la base du coût intégral) sont évaluées à 2 149 000 dollars, dont 656 500 dollars pour les services de conférence à assurer lors des réunions prévues au titre du programme. On trouvera une ventilation de ces dépenses à l'annexe I.

36. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 4, les crédits prévus au chapitre 3 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 tiennent compte du taux effectif d'exécution du programme au cours des trois exercices biennaux

précédents. On a appliqué les mêmes ratios aux dépenses calculées sur la base du coût intégral (autres que les dépenses relatives aux services de conférence), telles qu'elles sont indiquées au paragraphe 35 ci-dessus et à l'annexe I, pour calculer les ressources nécessaires en 1989 au titre du programme. L'annexe VI donne des indications sur le coût intégral des activités programmées et les dépenses effectives pour les années 1984 à 1988.

37. Comme il est indiqué au paragraphe 4 plus haut, un crédit d'un montant de 2 213 000 dollars a été ouvert pour l'exercice biennal au chapitre 3A (sect. 3) du budget-programme de 1988-1989. Sur ce montant, une somme de 1 132 100 dollars est affectée au financement du programme d'activité de 1989. De plus, un crédit d'un montant de 3 984 000 dollars est inscrit au chapitre 3D pour le Centre contre l'apartheid dans les prévisions révisées pour 1988-1989. Sur ce montant, une somme de 3 904 700 dollars doit permettre de couvrir les dépenses renouvelables de personnel et de fonctionnement du Centre. Sur le solde de 79 300 dollars, 19 600 dollars ne sont pas encore engagés et pourraient donc être affectés au financement des activités visées aux paragraphes 30 et 31 plus haut. De plus, pour le Département de l'information, les prévisions révisées pour 1988-1989, qui s'élèvent au total à 77 084 000 dollars, comprennent un crédit de 191 000 dollars pour financer les dépenses autres que les dépenses de personnel afférentes aux activités d'information anti-apartheid 17/ prévues dans les sous-programmes 1 et 2 du chapitre 27. Sur cette somme, 30 900 dollars sont destinés à financer le programme d'activités d'information de 1989 au titre du point 36 de l'ordre du jour.

38. On trouvera ci-après, sur la base des renseignements fournis aux paragraphes 35 à 37, un tableau permettant de rapporter le coût estimatif du programme de 1989 aux crédits ouverts dans le budget-programme de 1988-1989.

39. Sur la base des renseignements fournis aux paragraphes 6 à 34 ci-dessus, on estime que les activités indiquées au chapitre premier (Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité), au chapitre 9 (Information) et au chapitre 29 (Services de conférence et bibliothèque) du plan à moyen terme révisé pour la période 1988-1989 (prolongé jusqu'en 1991) 18/ sont suffisantes pour atteindre pleinement les objectifs des activités proposées dans les projets de résolution A/43/L.30, A/43/L.32, A/43/L.33, A/43/L.34, A/43/L.35, A/43/L.36 et A/43/L.41. Aucune nouvelle révision du plan ne serait nécessaire à ce stade. De plus, l'adoption par l'Assemblée générale des projets de résolution A/43/L.30, A/43/L.32, A/43/L.33, A/43/L.34, A/43/L.35, A/43/L.36 et A/43/L.41 n'exigerait aucune modification du programme de travail pour 1988-1989, tel qu'il a été approuvé aux chapitres 3A (sect. 3) et 3C du budget-programme, et tel qu'il est énoncé dans les prévisions révisées au chapitre 27.

Chapitre	Description	Coût intégral des activités, non compris les services de conférence	Coût estimatif sur la base des taux d'utilisation	Crédits non engagés de 1988-1989	Différence + -
(En dollars des Etats-Unis)					
3A	Subventions aux mouvements de libération nationale	313 600	313 600	313 600	-
3A	Activités ordinaires du Comité spécial	596 700	447 500 <u>a/</u>	468 500 <u>b/</u>	21 000
3A	Projets particuliers du Comité spécial	400 000	400 000	350 000 <u>c/</u>	(50 000)
	Activités du Groupe intergouvernemental				
3A	a) Auditions :				
	i) Frais de voyage	37 500 <u>d/</u>	28 100 <u>a/</u>	-	(28 100)
3D	ii) Services de consultants	6 000	4 500 <u>a/</u>	-	(4 500)
3D	b) Autres crédits nécessaires	20 000	15 000 <u>a/</u>	19 600	4 600
	Total partiel, chapitre 3	1 373 800	1 208 700	1 151 700	(57 000)
27	Activités du Département de l'information liées à des activités relevant du point 36 de l'ordre du jour	119 600	119 600	30 900 <u>e/</u>	(88 700)
	TOTAL	1 493 400	1 328 300	1 182 600	(145 700)

a/ Représente 75 % du coût intégral.

b/ Y compris le solde non engagé du crédit ouvert pour 1988 (8 700 dollars) et la partie non utilisée du crédit ouvert pour 1989 au chapitre 3A.3 (459 800 dollars).

c/ Sur ce montant, 37 500 dollars seront affectés au financement des auditions sur le renforcement de l'embargo pétrolier.

d/ Représente 50 % du coût intégral (pour plus de détails, se rapporter au paragraphe 31).

e/ Solde non utilisé du crédit ouvert pour 1989 au chapitre 27 (coût direct des dépenses autres que les dépenses de personnel).

/...

40. Sur la base des informations contenues au paragraphe 38 ci-dessus, on estime que si l'Assemblée générale adopte les projets de résolution A/43/L.30, A/43/L.32, A/43/L.33, A/43/L.34, A/43/L.35, A/43/L.36 et A/43/L.41, il faudra ouvrir, pour l'exécution du programme d'activité, un crédit additionnel de 115 800 dollars se décomposant comme suit :

	<u>Dollars</u>
Chapitre 3, Affaires politiques, tutelle et décolonisation	57 000
Chapitre 27, Département de l'information	88 700
Total	<u>145 700</u>

41. En ce qui concerne les prévisions relatives aux services de conférence, calculées sur la base du coût intégral (voir plus haut, par. 12, 24, 33 et 34), il faut noter qu'elles procèdent de l'hypothèse que les services requis en l'occurrence ne pourront pas être assurés par le personnel permanent du Département des services de conférence et qu'il faudra recruter du personnel temporaire pour les réunions. Les ressources en personnel à prévoir à ce titre ne pourront être déterminées qu'au vu du calendrier des conférences pour 1989. Toutefois, comme il a été noté au paragraphe 29.6 du budget-programme 19/, les ressources budgétaires prévues au titre du personnel temporaire pour les réunions ont été estimées compte tenu de la moyenne des crédits ouverts au cours des cinq dernières années (1982-1986) et des dépenses effectives enregistrées durant la même période, et elles ont été incluses dans les prévisions initiales du Secrétaire général. En d'autres termes, le budget-programme inclut des crédits non seulement pour des réunions qui étaient déjà prévues au moment de l'établissement du budget mais aussi pour celles qui pourraient être autorisées ultérieurement, sous réserve que le nombre et la répartition des réunions et conférences au cours du présent exercice biennal correspondent au schéma des années 1982-1986. Sur cette base, l'adoption des projets de résolution à l'étude ne nécessiterait pas l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1), par. 1.19 à 1.25; *ibid.*, trente-neuvième session, Supplément No 6 (A/39/6 et Corr.1), par. 7; A/43/6 et Corr.1, chap. I, sous-programme 4; A/43/16, par. 112.

2/ A/43/6 et Corr.1, chap. IX.

3/ A/43/16 (Partie I), par. 118.

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 49 (A/41/49).

5/ A/42/6 (Introduction), par. 10.

6/ A/42/6 (sect. 3), par. 3.13 à 3.23, 3.95 et 3.96; A/42/6/Add.1, partie I, sect. 3.

7/ A/C.5/43/1/Rev.1, chap. IV, sect. A, tableau 3C.9.

8/ Ibid., chap. IV, sect. C et D.

9/ A/43/16, par. 46 à 53; et A/43/16 (Partie II), par. 82 à 88.

10/ A/42/6 (sect. 3), par. 3.26; A/42/6/Add.1, partie I, sect. 3.

11/ A/42/6 (sect. 3), par. 3.24 et 3.97 à 3.102; A/42/6/Add.1, partie I, sect. 3.

12/ A/43/22, par. 194.

13/ A/42/6 (sect. 3), par. 3.95 à 3.102, A/C.5/43/1/Rev.1, chap. IV, partie A, tableau 3C.9.

14/ A/42/6 (sect. 3), par. 3.13 à 3.17, 3.24, 3.25 et 2.95 à 3.102; A/C.5/43/1/Rev.1, chap. IV, partie A, tableau 3C.9; ibid., parties C et D.

15/ A/42/6 (sect. 3), par. 3.21 et 3.22, 3.24 et 3.86 à 3.102; A/42/6/Add.1, partie I, sect. 3.

16/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-troisième session, Supplément No 44 (A/43/44), par. 42 à 59.

17/ A/C.5/43/1/Rev.1, chap. IV, partie D, par. 51.

18/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1), par. 1.19 à 1.25, ibid., trente-neuvième session, Supplément No 6 (A/39/6 et Corr.1), par. 7; A/43/6 et Corr.1, chap. I, sous-programme 4; ibid., chap. IX; A/43/16, par. 112 et 118.

19/ A/42/6 (sect. 29), par. 29.6.

Annexe I

ANALYSE COMPAREE DES PROGRAMMES D'ACTIVITE POUR 1988 ET 1989 PROPOSES AU TITRE DU POINT 36
DE L'ORDRE DU JOUR "POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAINE"

	1988		1989		Observations concernant les crédits pour 1989
	Nombre d'évé- nements ou d'activités	Coût intégral (en dollars)	Nombre d'évé- nements ou d'activités	Coût intégral (en dollars)	
I. Projet de résolution A/43/L.30 (par. 10)					
Subventions aux mouvements de libération nationale	-	300 200	-	313 600	
II. Projet de résolution A/43/L.32 (par. 2)					Services de conférence seulement
Activités de la Commission internationale contre l' <u>apartheid</u> dans les sports	-	-	-	66 100	
III. Projet de résolution A/43/L.33 (par. 3)					N'entraîne pas de coût additionnel spécifique
Rapport à l'Assemblée générale	1	-	1	-	
IV. Projet de résolution A/43/L.34 (par. 2)					N'entraîne pas de coût additionnel spécifique
Rapport à l'Assemblée générale	1	-	1	1	
V. Projet de résolution A/43/L.35 (par. 2 et 3)					
Programme d'activité du Comité spécial :					
a) Activités ordinaires :					
i) Conférences et séminaires parrainés et coparrainés	5	177 900	5	198 600	
ii) Auditions	5	82 100	3	70 000	
iii) Missions de consultation avec les gouvernements	3	70 200	4	109 800	
iv) Missions de partici- pation aux autres activités des Nations Unies	10	53 900	10	57 400	
v) Missions de consul- tations avec l'OUA et autres organisations internationales	5	41 400	5	38 000	
vi) Journées internationales et autres événements	-	145 800	-	122 900	
Total partiel a)	-	571 300	-	596 700	
b) Allocation spéciale pour projets particuliers	-	390 000	-	400 000	
Total partiel b)	-	390 000	-	400 000	

/...

	1988		1989		Observations concernant les crédits pour 1989
	Nombre d'événements ou d'activités	Coût intégral (en dollars)	Nombre d'événements ou d'activités	Coût intégral (en dollars)	
c) Activités d'information du Département de l'information se rapportant au programme de travail du Comité spécial					
i) Session extraordinaire de l'Assemblée générale	-	-	-	35 000	
ii) Autres activités	-	160 100	-	84 600	
Total partiel c)	-	160 100	-	119 600	
Total a) à c)	-	1 121 400	-	1 116 300	
VI. Projet de résolution A/43/L.36 (par. 1 et 2)					Services de conférence seulement
Session extraordinaire de l'Assemblée générale	-	-	-	457 200	
VII. Projet de résolution A/43/L.37 (par. 1 et 4)					Les ressources nécessaires à ces activités seront estimées ultérieurement
Activités d'information du Secrétariat (programmes radiophoniques du Département de l'information)	-	-	-	-	
VIII. Projet de résolution A/43/L.41 (par. 4, 5 et 7)					
Activités du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud					
a) Auditions	-	-	1	125 700	Y compris les services de conférence (82 000 dollars)
b) Autres activités	-	91 700	-	71 000	Y compris les services de conférence (51 000 dollars)
Total partiel	-	91 700	-	196 700	Y compris les services de conférence (133 200 dollars)
TOTAL GENERAL I à VIII y compris les services de conférence sur la base du coût intégral	-	1 513 300	-	2 149 900	
TOTAL GENERAL I à VIII non compris les services de conférence	-	1 443 600	-	1 493 400	

/...

Annexe II

SERVICES DE CONFERENCE NECESSAIRES POUR LA REUNION DE LA COMMISSION
INTERNATIONALE CONTRE L'APARTHEID DANS LES SPORTS

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>
a) <u>Service des séances</u> (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	45 400
b) <u>Documentation à établir après la session</u> (20 pages, A, Ar, C, E, F, R)	<u>20 700</u>
Total	<u><u>66 100</u></u>

Annexe III

SERVICES DE CONFERENCE NECESSAIRES POUR LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE
 L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE A L'APARTHEID ET A SES CONSEQUENCES
 DESTRUCTRICES EN AFRIQUE AUSTRALE

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>
a) <u>Documentation à établir avant la session</u> (60 pages, A, Ar, C, E, F, R)	61 600
b) <u>Service des séances</u> (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	69 100
c) <u>Documentation à établir pendant la session</u> (20 pages, A, Ar, C, E, F, R)	20 300
d) <u>Documentation à établir après la session</u> (10 pages, A, Ar, C, E, F, R)	11 000
e) Comptes rendus sténographiques (10 séances plénières, A, Ar, C, E, F, R)	227 000
f) Comptes rendus analytiques (5 séances du Comité plénier, A, Ar, C, E, F, R)	68 200
Total	<u><u>457 200</u></u>

Annexe IV

SERVICES DE CONFERENCE NECESSAIRES POUR LA REUNION DU GROUPE
INTERGOUVERNEMENTAL CHARGE DE SURVEILLER LA FOURNITURE ET LA
LIVRAISON DE PETROLE ET DE PRODUITS PETROLIERS A L'AFRIQUE
DU SUD

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>
a) <u>Service des séances</u> (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	18 200
b) <u>Documentation à établir après la réunion</u> (32 pages, A, Ar, C, E, F, R)	32 800
Total	<u>51 000</u>

Annexe V

SERVICES DE CONFERENCE NECESSAIRES POUR LES AUDITIONS SUR LE
RENFORCEMENT DE L'EMBARGO PETROLIER CONTRE L'AFRIQUE DU SUD

(En dollars des Etats-Unis)

	<u>Dollars</u>
a) <u>Service des séances</u> (Interprétation : A, Ar, C, E, F, R)	18 200
b) <u>Documentation à établir avant la session</u> (26 pages, A, Ar, C, E, F, R)	27 200
c) <u>Documentation à établir après la session</u> (36 pages, A, Ar, C, E, F, R)	36 800
Total	<u>82 200</u>

/...

Annexe VI

ANALYSE DES DEPENSES PAR RAPPORT AU COUT INTEGRAL ESTIMATIF DES
 ACTIVITES DEMANDEES DANS LES RESOLUTIONS ANNUELLES ADOPTEES AU
 TITRE DU POINT DE L'ORDRE DU JOUR INTITULE "POLITIQUE D'APARTHEID
 DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN"

	Coût intégral des activités programmées (en dollars)	Dépenses effectives (en dollars)	Rapport dépenses effectives/ coût intégral %
1. Activités ordinaires du Comité spécial et des autres organes menant des activités contre l' <u>apartheid</u>			
1984	548 800	391 100	71,2
1985	545 100	309 000	56,7
1986	772 500	370 300	48,0
1987	565 500	267 300	47,3
1988	571 300	367 600 <u>a/</u>	64,3
2. Crédit spécial destiné à des projets particuliers du Comité spécial			
1984	400 000	329 100	82,2
1985	400 000	321 900	80,5
1986	500 000	200 200	40,0
1987	375 000	302 300	80,6
1988	390 000	390 000 <u>a/</u>	100,0

a/ Chiffres estimatifs.